



**PRÉFET  
DES ALPES-  
DE-HAUTE-  
PROVENCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES  
SERVICE ENVIRONNEMENT RISQUES  
Pôle Eau**

Digne-les-Bains, le 18 avril 2024

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2024-109-001**

Portant modification à l'arrêté préfectoral n° 2017-335-009  
prescrivant les mesures d'urgence à appliquer au barrage des  
Poux (commune de VALERNES)

**LE PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE**

**VU** le code de l'environnement, notamment son article R.181-45 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2017-311-018 du 6 novembre 2017, portant mesures conservatoires dans l'attente du respect des prescriptions administratives et visant à assurer la sécurité du Barrage des Poux, sur le ravin de Sarraroc, commune de Valernes ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2017-335-009 du 1<sup>er</sup> décembre 2017, prescrivant les mesures d'urgence à appliquer au Barrage des Poux, sur le ravin de Sarraroc, commune de Valernes ;

**VU** l'étude de la stabilité générale et du risque d'érosion interne du Barrage des Poux, commune de Valernes, transmise à la DDT des Alpes-de-Haute-Provence et à la DREAL PACA par l'ASA du Canal de Ventavon-St Tropez le 14 décembre 2018 ;

**VU** l'étude de l'onde de rupture du Barrage des Poux, commune de Valernes, transmise à la DDT 04 et à la DREAL PACA par l'ASA du Canal de Ventavon-St Tropez le 14 décembre 2018 et complétée le 19 avril 2021 ;

**VU** les avis de l'INRAE en date du 9 mars 2021, du 21 mai 2021 et du 9 février 2022 ;

**VU** le rapport d'exploitation pour l'année 2021 transmis à la DDT des Alpes-de-Haute-Provence le 25 octobre 2021 ;

**VU** l'étude hydrologique portant sur le remplissage de la retenue en cas de crue du ravin de Sarraroc transmise par l'ASA du canal de Ventavon Saint-Tropez le 18 janvier 2022 ;

**VU** les consignes de surveillance et d'exploitation renforcées transmises par l'ASA du Canal de Ventavon-St Tropez à la DDT des Alpes-de-Haute-Provence le 16 mars 2022 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2022-126-001 du 6 mai 2022 portant modification à l'arrêté préfectoral n°2017-335-009 prescrivant les mesures d'urgence à appliquer au barrage des Poux sur la commune de VALERNES ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2023-082-003 du 23 mars 2023 portant modification à l'arrêté préfectoral n°2017-335-009 prescrivant les mesures d'urgence à appliquer au barrage des Poux sur la commune de VALERNES ;

**VU** la demande de l'ASA du Canal de Ventavon Saint-Tropez en date du 27 octobre 2023 sollicitant l'autorisation d'exploiter la réserve des Poux pour la saison d'irrigation 2024 ;

**VU** le courrier du 22 mars 2024 transmettant à l'ASA du canal de Ventavon Saint-Tropez le projet d'arrêté autorisant le remplissage de la retenue pour la saison d'irrigation 2024 ;

**VU** la réponse de l'ASA du canal de Ventavon Saint-Tropez sur le projet d'arrêté reçue le 29 mars 2024 ;

**CCONSIDERANT** que l'étude de la stabilité générale du Barrage des Poux met en évidence l'évolution croissante des déformations du remblai ;

**CONSIDERANT** que l'étude de la stabilité générale du Barrage des Poux conclut que l'exploitation de la retenue à sa cote maximale nécessite impérativement des travaux conséquents de confortement, voire une déconstruction puis une réfection de la digue ou d'une partie de la digue ;

**CONSIDERANT** que l'étude de la stabilité générale du Barrage des Poux conclut à l'absence de tenue aux séismes du talus aval ;

**CONSIDERANT** que l'étude de la stabilité générale du barrage des Poux conclut hors situation de séisme à des coefficients de stabilité pour le talus aval légèrement supérieurs à 1,00 pour une exploitation à la cote +1 m et +2 m mais légèrement inférieurs à 1,00 pour une exploitation à la cote +4m ;

**CONSIDERANT** que l'étude de stabilité de l'ouvrage conclut qu'il est envisageable de prétendre à une exploitation dégradée avec un niveau n'excédant pas les + 2 m ;

**CONSIDERANT** que l'étude d'onde de rupture du barrage des Poux conclut que les impacts d'une rupture pour les niveaux de remplissage de la retenue 1, 1,5, 2 et 2,18 m sont faibles, le flux étant entièrement contenu dans le ruisseau ;

**CONSIDERANT** que l'étude hydrologique du ravin de Sarraroc démontre une augmentation du niveau d'eau dans le barrage limité à moins de 1 mètre en cas de crue millénale lorsque la vanne de vidange est ouverte ;

**CONSIDERANT** que les risques encourus pour la sécurité des personnes et des biens pour un remplissage de la retenue inférieur ou égal à 2 mètres de hauteur sont faibles ;

**CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de conserver une marge de sécurité pour éviter que le barrage en cas de pluie soudaine et locale, n'atteigne un niveau entraînant en cas de rupture des conséquences significatives à l'aval ;

**CONSIDERANT** les besoins en eau pour l'irrigation des surfaces agricoles sur la commune de Valernes pour la saison d'irrigation 2024 ;

**SUR proposition** de Madame la Directrice Départementale des Territoires ;

### **ARRETE :**

#### **ARTICLE 1<sup>er</sup> : Objet du présent arrêté**

Le présent arrêté vaut modification non reconductible de l'arrêté préfectoral n°2017-335-009 du 1<sup>er</sup> décembre 2017 à compter de la notification du présent arrêté jusqu'au 15 octobre 2024.

Durant cette période, l'ASA du Canal de Ventavon Saint-Tropez dont le siège est situé à GAP (05), est autorisée à exploiter la retenue des Poux dans le respect strict des conditions techniques définies ci-après. Elle est désignée par la suite comme gestionnaire du barrage, situé sur la commune de Valernes (04).

## **ARTICLE 2 : Exploitation de la réserve des Poux**

La gestion de l'ouvrage visé à l'article 1<sup>er</sup> est réalisée dans le respect des dispositions techniques imposées, en application des dispositions relatives à la sécurité et à la sûreté des ouvrages hydrauliques autorisés ou déclarés du code de l'environnement, et des prescriptions du présent arrêté. Le gestionnaire prendra toutes mesures utiles pour assurer la protection des intérêts protégés par l'article L.211-1 du code de l'environnement.

Le présent arrêté ne vaut pas autorisation définitive d'exploiter.

## **ARTICLE 3 : Cote maximale d'exploitation**

La hauteur maximale de remplissage de la retenue des Poux en condition normale d'exploitation pendant la période sus-citée est de 2 mètres, soit la cote maximale de 650,26 m NGF.

## **ARTICLE 4 : Dispositions garantissant le respect de la cote maximale d'exploitation**

La cote du barrage doit pouvoir être connue immédiatement et consultable à tout moment par le gestionnaire. Elle est asservie à un système d'alerte. L'exploitant met en place les dispositions nécessaires pour garantir le maintien de la hauteur de l'eau dans la retenue à la cote maximale de 650,26 m NGF en toutes circonstances et à s'assurer du respect des dispositions de l'article 5.

Si, à un moment donné, les dispositions du présent article ne sont plus respectées, le gestionnaire en informe immédiatement le Préfet.

## **ARTICLE 5 : Actions préventives et gestion de crise**

Le gestionnaire souscrit, s'il l'estime nécessaire un abonnement, auprès d'une société de prévision météorologique. Le gestionnaire informe le préfet de cette souscription. Il prévoit un agent d'astreinte joignable par cette société à tout moment ou à défaut par les services de la préfecture.

Le gestionnaire procède à l'arrêt immédiat des pompes dès l'annonce d'un événement climatique de vigilance météorologique pluie ou inondation orange ou rouge. Un agent se déplace immédiatement sur site. L'ASA procède à une vidange partielle du réservoir pour ne conserver qu'un niveau de 1 m dans la retenue.

Si l'épisode climatique est avéré localement, le remplissage de la retenue pour atteindre 2 m ne pourra se faire qu'après la fin de l'épisode climatique et après procédure de vérification de l'ouvrage par une personne disposant des compétences et des qualifications requises pour évaluer les désordres éventuels qui seraient survenus sur le barrage au cours de l'épisode climatique, note d'observation et autorisation écrite du directeur de l'ASA.

Si l'épisode climatique n'est pas avéré localement, le remplissage de la retenue pour atteindre le niveau de 2 m pourra être entrepris dès la fin de la vigilance météorologique pluie ou inondation orange ou rouge.

## **ARTICLE 6 : Mesures de surveillance et d'auscultation**

Durant la période prévue à l'article 1<sup>er</sup>, sont maintenues les mesures de surveillance et d'auscultation prévues aux articles 3 et 4 de l'arrêté préfectoral n°2017-311-018 du 6 novembre 2017, prescrivant les mesures d'urgence à appliquer au Barrage des Poux, sur le ravin de Sarraroc, commune de Valernes, à savoir :

- le gestionnaire maintient la fréquence actuelle (trimestrielle) des auscultations planimétriques et altimétriques de la réserve des Poux, ainsi que tous les moyens complémentaires nécessaires à la surveillance de l'évolution des mouvements de terrain qui affectent le barrage des Poux et le talus amont de la retenue ;

- le gestionnaire maintient les consignes de surveillance renforcées en matière de gestion des crues et de suivi des mouvements de terrain, avec une fréquence de surveillance et d'auscultation adaptées à cette période transitoire, en y intégrant si besoin les mesures et analyses des inclinomètres installés respectivement sur la risberme du parement aval et en crête.

Une visite de surveillance régulière est effectuée tous les quinze jours durant la période prévue à l'article 1<sup>er</sup>. Cette visite est réalisée selon les modalités prévues dans la consigne d'exploitation.

#### **ARTICLE 7 : Rapport d'exploitation**

Le gestionnaire établit un rapport de l'exploitation du barrage à verser au rapport de surveillance sur la période prévue à l'article 1<sup>er</sup>. Ce document montrera notamment si les dispositions des articles 4 et 5 ont été respectées pendant toute la période d'exploitation et précisera l'évolution des mouvements de terrain. Ce document est transmis au Préfet avant le 15 novembre 2024.

#### **ARTICLE 8 : Sécurisation de l'ouvrage**

L'ASA du canal du Ventavon Saint-Tropez engage les études et travaux nécessaires à la sécurisation du barrage et son confortement dès que possible. Elle transmet à cet effet un planning actualisé mentionnant les étapes nécessaires à cette opération au plus tard le 15 novembre 2024.

#### **ARTICLE 9 : Accès aux installations**

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques et les agents chargés du contrôle auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par le présent arrêté, dans les conditions fixées par le code de l'environnement.

Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

#### **ARTICLE 10 : Recours**

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente (tribunal administratif de Marseille) :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L 211-1 du même code, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **ARTICLE 11 : Notification**

Le présent arrêté sera notifié à l'ASA du Canal de Ventavon Saint Tropez et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Une copie de cet arrêté est transmise à la mairie de Valernes pour y être consultée. Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Valernes pendant une durée d'un mois minimum. Procès-verbal de cette formalité est dressé par les soins du maire.

Le présent arrêté est publié sur le site Internet de la préfecture pendant une durée minimale d'un mois.

**ARTICLE 12 : Mesures exécutoires**

La Secrétaire Générale de la Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence, la Directrice Départementale des Territoires sont chargées, chacun en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet,

A handwritten signature in black ink, consisting of a long horizontal stroke with a small vertical mark in the center and a short horizontal stroke extending to the right.

Marc CHAPPUIS

